En fin d'après-midi, dans le cadre de la séance des questions cibles, Hervé Féron a interrogé le Ministre de l'Education Nationale sur les difficultés rencontrées dans la mise en place des nouvelles Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Education, qui ont succédé aux IUFM, afin de connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour favoriser la réussite des futurs enseignants et l'attractivité du métier.

[Question cible à Benoît Hamon, Ministre de l... par herveferon](#)

Retranscription de l'intervention :

La réforme de la formation des enseignants est l'un des leviers de la réussite de notre système éducatif. Elle est indispensable pour redonner de l'attractivité au métier d'enseignant en France, qui souffre d'une image très négative, notamment due aux salaires peu élevés par rapport aux années d'études requises. En France, les salaires des enseignants sont en effet parmi les plus faibles des pays de l'OCDE, et ils reculent depuis 1995.

Cette dépréciation du métier d'enseignant a empiré sous l'ancienne majorité, avec la réforme de « mastérisation » de la formation en 2010, qui a contribué à décourager les vocations. En plus de supprimer les IUFM, les études ont été prolongées de 3 à 5 ans après le baccalauréat, et l'année de stage a été supprimée. De jeunes enseignants débutants se sont ainsi retrouvés face à des classes sans formation, au détriment de la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants.

Pour remédier à cette situation de désaffection du métier d'enseignant, la Loi sur la refondation de l'école du 8 juillet 2013 va dans le sens d'une formation plus diversifiée et professionnalisante. Les nouvelles écoles supérieures du professorat et de l'éducation (Espé), créées à la rentrée 2013, doivent favoriser l'entrée progressive dans le métier, en réintroduisant notamment une véritable formation en alternance en deuxième année de cursus.

Or, six mois après la création des Espé, des interrogations se font jour. En janvier dernier, les représentants du Groupe interministériel de pilotage des Espé ont fait part de nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain : « résistance » d'universités vis-à-vis des Espé, manque de moyens financiers et de locaux, absence de certains types d'enseignement (dont la philosophie), dégradation des conditions de travail des formateurs...

Pouvez-vous nous dire, Monsieur le Ministre, comment le Gouvernement entend agir pour que la réforme de la formation des futurs enseignants, qui passe par les Espé, réussisse pleinement, afin que le métier d'enseignant retrouve *in fine* tout l'attractivité qu'il mérite auprès des jeunes diplômés ?